Affaire Fortin : les certitudes d'un père au tribunal *2008*

ROCÉS

Condamné à deux mois de prison ferme, l'accusé a cependant retrouvé à libéré des hier soir.

*De notre envoyé spécial
à Draguignan (Var)*

C'Est sombre et la mine brouillée, Xavier Fortin peine manifestement

à comprendre ce qui lui vaut de comparaître devant le tribunal correctionnel. Mieux, ce quinquagénaire au verbe hésitant se présente à la barre comme l'authentique victime d'un imbroglio judiciaire face auquel il n'a eu d'autre choix que de sous-traiter, un jour de janvier 1998, ses deux fils à leur mère. Poussé dans ses retranchements, il lâche même sans ciller : « Dans cer-

te histoire, c'est moi qui ai perdu douze ans de ma vie et si je l'ai fait, c'est parce que je devais assumer la légitime défense de mes enfants. »

Hier, à l'issue d'une audience de plus de quatre heures, Xavier Fortin a été condamné à deux ans de prison dont deux mois ferme. Cette peine couvrant la durée de sa détention provisoire, il a pu sortir de prison peu après l'énoncé du jugement.

Plus tôt dans l'après-midi, face à lui, la présidente Emmanuelle Bes-sone n'avait guère semblé convaincue. À plusieurs reprises, elle avait souligné le préjudice causé à la mère qui a été privée de ses enfants pendant douze ans. Patiemment, elle s'est efforcée de reconstruire l'histoire du douloureux conflit opposant cet éleveur bio à la femme qui, après avoir vécu à ses côtés pendant une dizaine d'années, a soudain décidé de le quitter en 1996.

Mesquineries et coups bas

La présidente : « Par conviction, vous vivez dans un endroit où il n'y avait ni eau ni électricité. Pourquoi vous comprendre qu'au bout d'un certain temps, Mme Catherine Martin ait pu juger ce cadre peu propice à l'éducation de enfants en bas âge ? » Fortin, impavide : « Bien

sûr, mais du jour au lendemain, elle s'est mise à avoir des prétentions totalement incompatibles avec mes moyens et mes choix de vie. »

En filigrane de la procédure, apparaît la liante des petites mesquineries et des vrais coups bas dont les vraies victimes ont, à l'évidence, été Okwari et Shahi Yena Fortin, alors âgés de 5 et 7 ans. Des mois durant, chacun des deux parents a tenté de détourner à son avantage les décisions du juge aux affaires familiales. À l'initiative de leur mère, les deux bambins ont été entendus par les gendarmes du Var auxquels ils ont raconté que leur père les faisait boire, fumer et voler dans les magasins. À entendre Xavier Fortin, au contraire, ceux-ci ne supportaient pas de vivre avec leur mère si bien qu'il s'est cru autorisé à les entraîner dans la clandestinité.

Doté d'une personnalité « peu souple » selon l'expert qui l'a récemment examiné, Xavier Fortin affirme aussi, en contradiction avec le dossier, avoir constamment tenté d'établir une médiation avec son épouse, Catherine Martin. En outre, il soutient avoir agi avec pour seul objectif de « préserver le libéralisme » de ses deux fils – qui semblent pourtant, aujourd'hui encore, vivre sous son étroite emprise psychique. Cherchant sans répit à fendre la carapace des deux enfants, la présidente leur a d'ailleurs lancé, hier : « Votre mère ne vous a-t-elle jamais manqué ? » À la barre, Shahi Yena a tout juste pris le temps de réfléchir, avant de répondre : « Si... Mais j'ai l'impression qu'on ne s'en tire pas trop mal. » Puis, plus elliptique : « Tout le monde peut faire des erreurs. »

CYRILLE LOUIS

ALAPAGE FÊTES SES 15 ANS

Livres - Maquettes DVD - Jeux vidéo - High Tech

Prix canons, des affaires à ne pas rater et un voyage à gagner* !

du 9 au 29/03 inclus

www.lefigaro.fr/boutique

LE FIGARO.fr avec alapage.com

*voir conditions sur le site

EN BRÈVE

222 bandes organisées en France, selon MAM

DÉLIVRANCE. La ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a indiqué hier qu'il y a aujourd'hui « 222 bandes organisées en France », constituées de « 2 500 membres permanents et 2 500 membres occasionnels ». Ces bandes officient à 79 % en région parisienne. Elles sont composées de 47 % de mineurs, la grande majorité étant « des gens désocialisés ».

Mureaux : Le mineur mis en examen s'enfuit

JUSTICE. L'adolescent mis en examen pour jets de pierre lors des échauffourées aux Mureaux (Yvelines) a pris la fuite hier alors qu'il venait d'être mis en examen pour « violences volontaires sur agent de la force publique ». Il a échappé à la garde de l'éducateur de la protection judiciaire de la jeunesse. Un mandat d'arrêt a été lancé contre lui.

ACCIDENT. Le guide qui encadrait les lycéens déçédés lors de l'avalanche à Valmeinier (Savoie) a « pris des risques », a indiqué hier le parquet d'Albertville, qui va ouvrir une information judiciaire.

JUSTICE. Elisabeth Borrel, la veuve du juge Borrel tué en 1995 à Digne, demande la réouverture d'une enquête pour subornation de témoin sur la base de documents inédits de l'ex-cellule « Afrique » de l'Élysée saisis par des juges en août 2008.